ASSEMBLÉE NATIONALE

5 septembre 2019

ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 2206)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 142

présenté par
Mme Ménard

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 10, après le mot :

« mobilité »,

insérer les mots :

« notamment en ce qui concerne les transports ferroviaires »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit ici d'un amendement d'appel pour interpellier une nouvelle fois le Gouvernement sur la question de la LGV entre Montpellier et Béziers.

Actuellement, les prestations du mode ferroviaire ne sont plus en adéquation avec les flux croissants des transports de biens ou de personnes. Les territoires sont inégalement desservis, ce qui accroît les inégalités entre eux et ne permet pas de lutter efficacement contre la paupérisation croissante de certaines zones. Le passage de la LGV à Béziers permettra à notre ville du sud de la France de bénéficier d'un dynamisme économique et humain qui ne doit plus être réservé aux seules métropoles. À ce titre, la majorité des chefs d'entreprise sont favorables à ce que la LGV s'arrête à Béziers.

D'ailleurs, la LGV entre Montpellier et Béziers est la seule manière de désengorger la ligne actuelle et de pouvoir multiplier les trains du quotidien. De même, il nous faut lutter contre les pollutions et, donc, développer le fret ferroviaire. C'est justement ce qui est prévu : la LGV entre Montpellier et Béziers sera mixte, à la fois passagers et fret !

A ce jour, les services de l'État estiment que la réalisation du tronçon de ligne à grande vitesse entre Montpellier et Béziers – le seul acté par les pouvoirs publics sur l'ensemble de la ligne manquante entre Montpellier et Perpignan - représente une enveloppe budgétaire de l'ordre de 1,8 milliard d'euros.

Alors que l'ancien secrétaire d'État chargé des transports, Alain Vidalies, avait validé le trajet de la LGV, désormais le projet est en suspens au motif qu'il serait trop coûteux. Quelques 75 millions d'euros ont déjà été consacrés aux études et aux achats de terrains pour la seule ligne Montpellier/Béziers/Perpignan. A l'heure où l'État doit faire des économies, il serait regrettable que cette somme ait été utilisée en pure perte alors que tous s'accordent à dire que la LGV Montpellier-Perpignan serait une avancée essentielle pour le développement de l'Occitanie et pour la mise en œuvre réelle d'un axe transeuropéen majeur.